

Luttes ouvrières en Turquie : retour sur la grève dans le chantier du nouvel aéroport d'Istanbul

mardi 23 octobre 2018, par [AYDIN Uraz](#) (Date de rédaction antérieure : 19 octobre 2018).

Atatürk ou Abdülhamit ? De quel nom sera baptisé le nouvel et gigantesque aéroport d'Istanbul, celui du fondateur de la République ou bien du Sultan ottoman ? C'est ainsi que se posaient les termes de l'unique débat public concernant le 3^e aéroport où chacun choisissait son camp selon sa position dans le cadre de la polarisation politico-culturelle régnant dans la société turque. Jusqu'au jour où une dizaine de milliers d'ouvriers ont exprimé leur colère face aux conditions insupportables en vigueur dans l'immense chantier, en arrêtant le travail, imposant ainsi leur propre agenda qui bouleversa le cadre bien confortable du débat en cours.

Sommaire

- [Des revendications « élémentai](#)
- [Répression brutale](#)
- [Le secteur de la construction](#)



La journée commence tôt sur le chantier de ce qui est censé devenir le plus grand aéroport du monde. Celui-ci est divisé en trois grands secteurs où dans chacun travaillent, en moyenne, 12'000 ouvriers, avec un total d'environ 40'000 personnes, cols blancs inclus. On est le 14 septembre, il est 07h30. Dans le secteur d'Akpinar où les ouvriers kurdes constituent la grande majorité des travailleurs, cela fait déjà plus de trois quarts d'heure que plusieurs milliers de personnes attendent sous la pluie les cars chargés de les transporter des dortoirs jusqu'au chantier. Une rumeur concernant un accident de navette et plusieurs blessés accentue le mécontentement. Les ouvriers sur place décident spontanément de protester contre les conditions de travail et de vie devenues de plus en plus inadmissibles. Plus la date de mise en service de la première partie de l'aéroport approche, plus elles sont infernales. « Nous ne voulons pas mourir en travaillant », « Les ouvriers de la construction ne sont pas des esclaves », scandent les travailleurs rassemblés.

Selon un compte rendu officiel basé sur les témoignages de gendarmes, le groupe atteint rapidement le nombre de 10'000 ouvriers qui bloquent les routes intérieures du chantier, en brûlant des pneus ou en déposant des blocs de béton. Face aux tentatives d'intervention des gendarmes et de la sécurité locale les ouvriers répondent par des jets de bouts de fer, des pierres et des

« dégradations » de cabines et points de contrôle. C'est avec l'arrivée et la répression musclée de la police militaire et des unités de « gendarmes-commandos » vers 11h30, accompagnées de véhicules blindés, que les travailleurs mobilisés seront finalement dispersés au bout de quelques heures, non sans résistance.

Des revendications « élémentaires »

Les revendications essentielles, rédigées à main sur une feuille de papier, élaborées sur le moment et rendues publiques - comme les réseaux sociaux les ont diffusées - attestent de la gravité des conditions dans le chantier : hygiène, sécurité et versement des salaires à temps et complet.

Les travailleurs réclament que les dortoirs et les toilettes soient nettoyés régulièrement, que les punaises envahissant des lits soient éliminées, que soit mis à leur disposition le matériel médical nécessaire. Ils exigent des cantines communes pour les ouvriers et les chefs afin de garantir une nourriture décente. Ils demandent aussi que leur soient fournis des vêtements de travail et soient prises des mesures de sécurités afin d'éviter les accidents de travail. La revendication portant sur l'arrivée à l'heure de navettes permettant d'accéder au chantier (pour le décompte des heures) est liée à celle portant sur la durée du transport qui doit être incluse dans le temps de travail. Bien entendu le respect des ouvriers par les directeurs, le refus du licenciement des grévistes et la réintégration de ceux qui furent licenciés préalablement figurent aussi parmi les revendications.

Aux côtés de la députée HDP (Parti démocratique des peuples) Züleyha Gülüm et du Président du syndicat Dev Yapi-Is Özgür Karabulut - désormais derrière les barreaux - le militant syndical que nous surnommerons Yusuf par précaution entre dans le chantier en début d'après-midi afin de discuter avec les ouvriers. Il se trouve rapidement face au PDG du consortium Istanbul Grand Airport (IGA) Kadri Samsunlu et deux gouverneurs locaux. « J'ai assisté à de nombreuses réunions de cette sorte où les représentants du patronat promettent, sur leur honneur, d'améliorer les conditions de travail et arrivent ainsi à convaincre les travailleurs. Mais cette fois-ci, le PDG n'a fait preuve d'aucun signe de coopération face aux revendications. Aucun ! "Nous allons mener nos investigations pour voir si vos plaintes sont fondées", s'est-il contenté d'affirmer. Un des ouvriers s'est mis torse nu pour montrer son corps couvert de piqûres de punaises. "Comment pourrait-on être sûr que c'est ici vous vous êtes fait piquer", a-t-il répondu. Nous avons précisé qu'en attente d'un protocole, nous continuerons à faire grève. En guise de réponse il déclara froidement qu'il respectait notre choix. »



La police « antiémeute » intervenant dans les dortoirs.

Répression brutale

Toutefois la grève n'a pas pu continuer. Dans la même nuit des descentes de policiers et de gendarmes ont été réalisées dans le site des dortoirs. Portes cassées, ouvriers battus, plus de 500 d'entre eux ont été arrêtés. Le lendemain le travail reprenait sous escorte policière. « Comme sous

la dictature militaire des années quatre-vingt », lance Yusuf.

Dans un premier temps 24 ouvriers ont été placés en détention provisoire, puis 10 autres travailleurs et dirigeants syndicaux. Le dernier en date à avoir été mis en prison fut Özgür Karabulut, Président de Dev Yapi-Is lié à la confédération DISK. Son avocat Necdet Okcan dénonce cette mesure : « Il n'y a rien qui nécessitait la détention. Karabulut est arrivé sur le chantier alors que les échauffourées avaient déjà pris fin. Il a assisté à la réunion avec les représentants de l'IGA et s'est rendu ensuite sur le site des dortoirs avec la navette du chantier. Il n'y a que le discours de trente secondes qu'il a fait devant les ouvriers, que l'on peut d'ailleurs trouver sur Youtube, où il signale qu'il n'y a pas eu d'accord avec le patron. » Placé tout seul dans une cellule du complexe pénitencier de Silivri, Karabulut est aujourd'hui accusé d'avoir organisé les manifestations, saccagé des biens publics, empêché le déroulement du travail, participé à un rassemblement avec arme ou autres ustensiles... « Concernant Karabulut, tout comme les autres ouvriers et syndicalistes, il est évident qu'il est question d'une décision politique et non judiciaire. L'aéroport est un projet de prestige pour Erdogan et il ne veut pas que son ouverture, prévue pour le 29 octobre, soit controversée ou retardée », précise Okcan. Selon lui il n'est pas exclu que les détenus soient relâchés petit à petit après cette date : « Il n'y a plus de justice, plus de droit dans ce pays, c'est d'une politique de prise en otage qu'il s'agit », s'exclame-t-il.

Les quatre autres syndicalistes emprisonnés font partie de la direction de Insaat-Is, un autre petit syndicat indépendant et « lutte de classe ». « On les a tous dispersés par groupes de 2 ou 3 dans des dortoirs communs de la prison, aux côtés de truands, d'assassins et de dealers. Mais ils gardent le moral », affirme Kadir Kurt, autre dirigeant du syndicat.

La déclaration du PDG Samsunlu, un mois après les événements, au cours de laquelle il présenta ses excuses aux ouvriers en acceptant le fait qu'ils avaient raison, fait réagir Kurt : « Il reconnaît en fait ses crimes car tous les manques et les besoins que l'on a signalés sont des obligations légales pour l'entreprise. Il jette tout sur le dos des boîtes de sous-traitance mais selon la loi, c'est la boîte principale qui est chargée de contrôler les sous-traitants. Et si nous avons raison, pourquoi nos camarades sont toujours en prison alors ? » Selon lui on ne peut pas non plus parler d'une réelle amélioration des conditions de travail et de vie au sein du chantier : « C'est un faux-semblant, ça ne touche qu'une minorité. On peut même dire que la situation a empiré en un certain sens. Les congés ont été annulés, les ouvriers sont fouillés tous les matins par la police militaire avant d'entrer dans le chantier et sont surveillés par des drones ! » s'exclame-t-il. L'ordre règne sur le chantier.

Le secteur de la construction : modernité et barbarie

La pluie du 14 septembre a fait déborder une colère qui en réalité ne cessait de s'accumuler au fil du temps. Plusieurs actions de protestation avaient déjà eu lieu auparavant, dans les premiers mois de 2018 afin de dénoncer les salaires non payés, les violations des droits, les heures supplémentaires « obligatoires » et bien entendu les accidents de travail. Ces derniers, de même que ce que l'on appelle en turc les « meurtres de travail » ne sont pas rares dans ce secteur qui ne cesse de croître depuis des années.

Selon le chercheur en urbanisme Serkan Ongel, Erdogan et l'AKP (Parti de la justice et du développement) ont toujours cherché à assurer une accumulation de capital rapide et à créer une classe capitaliste qui leur en serait reconnaissante. « Plutôt que l'industrie ou l'exploitation minière c'est dans le secteur de la construction qu'ils ont trouvé leur bonheur. Etant au poste de commande du pouvoir politique, capable de faire fléchir les lois, distribuer les appels d'offres à ses partisans, Recep Tayyip Erdogan n'a eu aucun mal à ouvrir de multiples espaces à ce type de revenu rentier.

Les forêts, la mer, les rivières, les régions inhabitées, les vieux quartiers de grandes villes, sans aucun intérêt économique pour cette fraction du capital, ont ainsi été soumis à des processus de marchandisation à travers le réaménagement urbain ou dans le cadre de méga projets comme le 3^e aéroport, le 3^e pont du Bosphore ou celui du futur Canal Istanbul consistant à créer un deuxième Bosphore en creusant la terre, ce qui provoquera un élargissement de la ville. Erdogan forge ainsi son hégémonie politique et économique à travers une reproduction et une redistribution de l'espace », explique-t-il.

Toutefois il y a aussi le revers de la médaille erdoganienne : des conditions de travail abominables, insupportables et meurtrières. Selon les chiffres recueillis par le syndicaliste Onur Bakir, entre 2003 et 2016, plus de 200'000 accidents de travail ont eu lieu dans le secteur (où la syndicalisation est au plus bas, avec 3%) et 5328 travailleurs y ont perdu leur vie.

« Les meurtres du travail »

Année	Nombre d'accidents de travail	Nombre de blessés	Nombre de décès
2003	8 100	174	26
2004	8 100	181	26
2005	8 000	180	27
2006	7 100	181	27
2007	7 000	180	26
2008	6 500	181	27
2009	6 000	180	26
2010	6 000	181	27
2011	7 500	180	26
2012	7 500	181	27
2013	20 000	180	26
2014	20 000	181	27
2015	20 000	180	26
2016	44 552	480	490
Total	200 000	3 200	3 200

Source : "Enquête sur le secteur de la construction"

Les données les plus récentes fournies par la Sécurité sociale datent de 2016. Rien que cette année-là 44'552 accidents ont eu lieu dans la construction, provoquant la mort de près de 500 personnes. Ce qui constitue un tiers des décès causés par les accidents de travail au total durant la même année. Les méga-projets et le boom immobilier qui modernise « l'apparence » de la ville sont accompagnés par une extrême précarité où un tiers des ouvriers, sur un total de 2 millions, ne sont pas déclarés et travaillent en moyenne 54,3 heures par semaine (la semaine de travail légale étant de 45 heures).

Le cas de la grève de chantier de l'aéroport révèle bien comment en temps de crise économique - qui n'en est qu'à ses débuts - le régime compte se comporter face à une multiplication probable des combats ouvriers. Il associe la brutalité de la répression à un discours dénonçant toute protestation comme faisant partie du « complot international » afin de les isoler socialement et idéologiquement. Mais cet alliage suffira-t-il à limiter les dégâts au sein de sa propre base électorale reposant pour une large majorité parmi les couches laborieuses ?

Uraz Aydin

P.-S.

• A l'Encontre le 19 octobre 2018 :

<https://alencontre.org/asia/turquie/turquie-retour-sur-la-greve-dans-le-chantier-du-nouvel-aeroport-di-istanbul.html>